

«Le groupe des Écoles Centrales veut compter dans l'enseignement mondial.»

Pourquoi l'École **Centrale** s'implante-t-elle à Pékin? «Le paysage de la formation s'est mondialisé. Ici, à Villeneuve-d'Ascq, nous accueillons environ 15 pour cent d'étudiants étrangers et à peu près autant de nos élèves français partent hors de nos frontières. Cette nouvelle donne engendre une certaine concurrence. La stratégie du groupe des Écoles Centrales consiste à mondialiser la marque pour compter dans l'enseignement supérieur mondial. Voilà pourquoi nous nous implantons à Pékin, où l'école sera un clone parfait du modèle de formation français.» C'est-à-dire? «Après avoir passé le concours, les cent étudiants retenus bénéficieront de trois ans de cycle ingénieur. La seule différence, par rapport à la France, se situe en amont: en principe, il faut effectuer deux années de classes préparatoires (maths sup,

maths spé). À Pékin, nous y avons ajouté une année de mise à niveau en français. Nous avons lancé ce cycle préparatoire il y a trois ans. Samedi, nous avons inauguré la première promotion officielle, baptisée "Nicole Bru", dont la fondation apporte un soutien financier au rapprochement des peuples. Ces élèves démarrent le cycle ingénieur.» Y a-t-il un intérêt économique à cette implantation? «Nous contribuons par ce biais au développement économique de la nation française: à Pékin, nous allons former les ingénieurs qui ont une volonté de travailler dans de grands groupes français pour les aider à s'implanter en Chine. C'est un secteur très important, en plein développement économique.» Qui assure l'enseignement à Pékin? «Le projet est porté par le groupe des Écoles Centrales. Les cinq

écoles de France vont fournir une partie de l'équipe pédagogique pour que les enseignants sur place s'imprègnent et s'approprient l'ingénierie de Centrale.» Avez-vous d'autres projets d'implantation à l'étranger? «Pékin accueille la première école d'ingénieurs française. C'est une première étape dans notre stratégie et, effectivement, nous aimerions poursuivre ces ouvertures. La prochaine pourrait intervenir d'ici un ou deux ans, dans un pays qui reste à définir.»

t C. B.